

• Les Rencontres Medcoop de Toulon sur le financement •

Professionaliser pour croître

Avec le désengagement de l'État et les aides timides ou disparates des collectivités territoriales, les acteurs associatifs de la coopération décentralisée doivent, pour financer leurs projets, changer de comportement face à une administration européenne riche mais tatillonne et des établissements financiers très prudents.

2 focus

Interventions humanitaires : la nécessité pour l'État de rassembler ONG et entreprises.

4 économie

Bon démarrage pour le Réseau des agences de promotion des investissements (Anima).

5 culture

Mare Nostrum, passé et présent pour le futur : 1^{ère} Biennale de la Méditerranée.

6 euro-méditerranée

Partenariat Aix-Baalbeck dans le cadre du Réseau des villes historiques et archéologiques.

7 Développement local

Femmes et développement durable en Méditerranée.

8 tribune libre

“Le tourisme : la pire ou la meilleure des choses”, Par Mireille Pernot, présidente de la Commission tourisme à la Région Paca.

Le 29 octobre dernier à la Faculté de droit de Toulon, les Rencontres annuelles de Medcoop avaient pour thème : “Le financement de la coopération non gouvernementale”. En préliminaire, on constate, après le désengagement de l'État, une réduction de l'intérêt relatif des collectivités territoriales pour la coopération décentralisée et déplore un accès inégal au financement et l'exclusion de tous les petits projets au détriment de la proximité.

“Avons nous les moyens de nos ambitions ?”

Cette réflexion amène au sujet de la première table ronde, sur les financements publics, leur limite et les pistes possibles à envisager. Il ne faut pas trop compter sur l'État : le représentant du ministère des Affaires étrangères souligne sa faible participation directe à l'aide au développement (décentralisation oblige). La représentante du Conseil régional Paca tient à préciser que la région, pourtant pionnière en matière de coopération décentralisée, n'est pas riche et reste plus un levier par cofinancement qu'un véritable financeur. D'autre part, la représentante du réseau Cités Unies France prêche pour une concertation locale entre les collectivités locales et les associations pour éviter le sentiment de concurrence dans la recherche des financements au détriment d'une meilleure cohérence et efficacité. Mais on retient aussi du débat qu'il y a encore un large champ de collectivités territoriales à impliquer. Medcoop a-t-il les moyens d'assurer officiellement ce travail de transversalité, de se rapprocher des petites collectivités locales ?

Des acteurs mal informés

On constate aussi, de la part des petites associations ou collectivités, une méconnaissance des ressources et des moyens de les obtenir par des dossiers bien ficelés.

De son côté, le représentant de l'État, partant du constat que les programmes européens sont trop confidentiels, prépare, avec le représentant de la Communauté européenne à Marseille, une brochure sur les budgets Interreg. Le collectif Medcoop s'intéresse de près au travail de son homologue du Nord-Pas-de-Calais, “Lianes”, qui a une forte action d'appui aux associations comme aux collectivités, car, dit sa représentante, “Ce n'est pas l'argent qui manque !”.

Le constat d’“amateurisme” de certains partenaires – souvent bénévoles, près du terrain mais désarmés pour un montage administratif – est conforté lors de la deuxième table ronde : “Les financements bancaires et privés”. Si les grands établissements, comme la Banque européenne d'investissement, n'offrant pas de financement direct, sont inaccessibles aux petites ONG... “Notre travail et votre travail, leur dit son représentant, se rejoignent !” La directrice de Fondations.com souligne la méconnaissance et les préjugés pour des fondations certes peu tournées jusqu'ici, vers la coopération mais accessibles par des projets adroitement présentés. Le mécénat d'entreprise peut lui aussi être développé pour peu que les intéressés soient plus entrepreneurs auprès des nombreuses entreprises qui n'y ont jamais pensé. Enfin l'exemple du Réseau méditerranéen des écoles d'ingénieurs éclaire la méthode du fond d'amorçage – appuyé par un référentiel solide comme la charte de qualité et d'éthique de Medcoop – pour convaincre les financiers publics et même privés.

En conclusion, des nombreuses pistes relevées au cours de cette journée et qui seront étudiées, enrichies et proposées par Medcoop.

ROBERT DAGANY

Voir suite en page 3

Interventions humanitaires : la nécessité pour l'État de rassembler **ONG et entreprises**

Extrait d'une intervention du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères à l'Assemblée nationale à propos de la création du Groupe opérationnel véritable "état-major permanent" de la France face aux crises humanitaires surgissant dans le monde.

"Le groupe opérationnel agit à l'identique du médecin régulateur du Samu. Face à une crise donnée, il détermine le meilleur moyen de venir en aide aux victimes :

intervention directe de nos unités de sécurité civile, subventions aux ONG, aides à des agences humanitaires des Nations unies, ou actions combinées avec l'Union européenne... [...] Le cas du séisme en Algérie est également un excellent exemple de la nécessité pour l'État de rassembler l'ensemble des partenaires de l'action humanitaire : ONG donc, mais également entreprises. [...] Nous avons dû trouver en

quelques heures des médicaments que seuls les laboratoires pharmaceutiques pouvaient nous fournir. Ce dialogue nouveau et ce partenariat avec les ONG mais également les entreprises et les collectivités locales est indispensable. J'organise, le 3 décembre prochain, une grande réunion de travail sur ce sujet et j'en attends des conclusions concrètes et opérationnelles."

► Deux conférences réunissant des responsables de régions de l'UE et des Partenaires méditerranéens viennent de se tenir en Italie, à l'initiative de l'actuelle Présidence italienne du Conseil de l'UE. Elles traitaient du "**PARTENARIAT INTERRÉGIONAL ET PATRIMOINE CULTUREL MÉDITERRANÉEN**" et de "**LA COLLABORATION ENTRE LES COLLECTIVITÉS LOCALES COMME FACTEUR DE STABILITÉ POUR LE PROCESSUS DE PAIX**". Ces deux conférences s'inscrivent dans une série de cinq manifestations destinées à améliorer le dialogue entre les régions dans la zone euroméditerranéenne. Une manifestation de clôture prévue fin novembre présentera les conclusions des quatre conférences et des propositions seront soumises à la réunion ministérielle de Naples en décembre.

► **LES PAYS MÉDITERRANÉENS ET L'UE RENFORCENT LA COOPÉRATION INDUSTRIELLE.** Les conclusions du deuxième Dialogue économique régional euroméditerranéen qui s'est tenu le 20 octobre à Rome sont maintenant disponibles sur Internet à : www.europa.eu.int/comm/external_relations/euro-med/etn/red. La réunion a porté principalement sur la situation macroéconomique générale de la région, les questions de réformes économiques et les accords d'association avec pour complément la politique d'Europe élargie. Voir aussi en p.5 la préparation du prochain sommet euroméditerranéen à Naples.

► "**DIALOGUE 5+5**" : PLUS D'INTÉGRATION MAGHRÉBINE. Pour les dix

ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 qui s'est tenue fin octobre les réponses à donner pour ce qui concerne la Méditerranée occidentale sont de deux ordres : plus d'intégration maghrébine (relancer la construction d'un Maghreb uni est dans l'esprit de tous) ; plus de construction euroméditerranéenne (ce qui passe par une relance du Processus de Barcelone et le renforcement des relations entre les deux rives). Pour un compte rendu complet, voir www.france.diplomatie.fr/actu

► **LA COMMISSION EUROPÉENNE LANCE UN APPEL À PROPOSITIONS** pour la sélection d'organismes actifs dans le domaine des relations entre l'Union européenne et certaines régions du monde que la Commission prétend financer. L'objectif général des subventions à octroyer sur ces crédits consiste à appuyer les activités des organismes bénéficiaires dans le but de contribuer à accroître la compréhension et le dialogue entre l'Union européenne et les régions couvertes par les règlements dont la Région méditerranéenne. Pour le formulaire de candidature et les lignes directrices : Francis.Pay@cec.eu.int

► **TÉMOIGNAGE SUR LES JEUNES DANS LES PAYS MÉDITERRANÉENS.** Photographes sans frontière (PsF) recherche des organisations méditerranéennes (associations, collectivités locales...) pour témoigner d'actions exemplatives de solidarité, d'échanges de savoir, de commerce équitable, de développe-

ment durable etc. Les outils d'information et de sensibilisation de PsF favorisent la compréhension et les échanges entre les différentes communautés méditerranéennes en y impliquant la jeunesse. Ce recueil de témoignages est financé par les relations internationales du CG13 et avec l'appui du Bureau d'assistance technique "Jeunesse" de la Commission européenne. p.s.f@wanadoo.fr

► Le président de la Région Paca, a reçu dernièrement le Cardinal Panafieu et Mgr Teissier, Archevêque d'Alger. L'occasion d'évoquer **LES ACTIONS ENTREPRISES PAR LA RÉGION EN FAVEUR DE LA RÉHABILITATION DES CIMETIÈRES CHRÉTIENS ET ISRAÉLITES D'ALGÉRIE** ainsi que l'aide régionale à la reconstruction des régions d'Alger et de Boumerdès victimes du tremblement de terre du mois de mai dernier. Les deux prélats ont également été reçus par le maire de Marseille.

► **LE CLUB DE MARSEILLE : UN SECOND SOUFFLE.** Le Club de Marseille* n'avait jusqu'à fin 2002 ni statuts ni constitution. Les membres se donnaient simplement comme règle de travailler en pluridisciplinarité. Depuis le 1er janvier 2003, organisé en association, le Club s'ouvre largement. Son objectif est de compter 1000 membres pour être plus influent, plus diversifié et plus présent au Sud. Il est convenu de multiplier les groupes de réflexion en confiant leur animation à des membres du Club. On en compte quatre : Refondation de l'Euro-

medcoop.com

La lettre des coopérations méditerranéennes

Directeur de publication

Daniel Carrière

Rédaction

Robert Dagany

Réalisation

Médi infos

Mise en page

Laurent Dagany

Membres fondateurs

Lahzar Banani,

Daniel Omar Belli,

Gilbert Benhayoun,

Nicolas Boyadjis,

Daniel Carrière,

Henri Dumolié,

Jean-Pierre Fusto,

Alain Guinebault,

Lotfi Hamdi,

Lahoussain Jamal,

Jean-Baptiste Lanaspèze,

Philippe Langevin,

Pierre Lefèvre,

Daniel Orlando,

Pierre Orsatelli,

Tahar Rahmani,

Jean-Claude Sitbon.

Permanents Medcoop

Kader Bekkar,

délégué général

Magali Salasc,

chargée de mission

Prix du numéro : 4,60 €

Abonnement annuel,

6 numéros : 20 € TTC

Abonnement de soutien :

80 € TTC

CPPAP : 0302 G 80421

ISSN : 1626-0446

Dépôt légal : 28 avril 2003

Impression :

France document - 3, rue Colbert

13001 Marseille

Adresse : Medcoop

10, bd d'Athènes - BP 77 13192

Marseille Cedex 20

Tél. 04 91 05 98 92

Courriel :

medcoop@wanadoo.fr

Site : www.medcoop.com

Méditerranée, Jeunesse, Déficit culturel et Communication. Par ailleurs, un comité des sages (haute autorité) est à créer. Une grille d'éligibilité des projets soumis à labellisation est élaborée pour évaluer les 15 projets déjà reçus. www.ins-med.org/clubdemarseille/

*Le Club de Marseille est un lieu de rencontre pluridisciplinaire où travaillent ensemble tous ses adhérents qui croient en l'avenir de la Méditerranée.

les rencontres medcoop (suite)

La deuxième partie des rencontres Medcoop (voir page 1), portait sur les financements bancaires et privés. Voici trois exemples qui illustrent les limites mais aussi les perspectives des petites ONG dans ce domaine.

**La BEI :
la coopération
vue comme un
levier d'évolution
sociétale**

“Nous sommes fondamentalement des grossistes, explique Henry Marty-Gauquié pour la Banque Européenne d'investissement. Nous opérons dans un cadre de coopération d'État à d'État. Les pays bénéficiaires ne sont ouverts ni à la société civile, ni à la coopération décentralisée. Un maire algérien, par exemple, ne peut pas quitter le territoire sans l'autorisation du ministre de l'Intérieur. C'est pourquoi la coopération décentralisée nous intéresse : c'est un levier d'évolution sociétale, de transfert de savoir-faire. C'est un moyen de remettre en cause les décisions prises par la coopération bilatérale. Dans certains pays qui ont fait une évolution sociétale, on peut financer un projet sérieux qui correspond à certains critères : il faut qu'il y ait deux entités solides, crédibles et suffisamment grande autour d'un partenariat durable (communauté urbaine, région) ; une thématique donnée dans un projet réel ; un véritable apport de la collectivité de l'UE (transfert de savoir en s'appuyant sur ses propres réalisations) ; un engagement durable (et pas seulement en période électorale) ; un affichage politique (volonté de faire connaître le projet auprès des institutions et de catalyser les financements d'autres donneurs). Il faut, enfin, que la collectivité du pays partenaire ait la même démarche et n'ait pas de problème avec sa propre autonomie (comme au Liban).

► www.bei.org

**La Sidi :
labourer des
terrains encore
vierge**

Solidarité internationale pour le développement et l'investissement est une société spécialisée dans l'appui, financier et technique, à des structures locales d'épargne et de crédit à la micro entreprise : l'objectif est de promouvoir des initiatives économiques pérennes et de favoriser la mise en place d'un tissu économique et social, facteur de développement durable. Les structures répondent toutes aux besoins de financement de petits entrepreneurs des pays en développement ; ils sont porteurs de projets économiquement viables mais exclus des circuits bancaires, faute de garantie et de ressources propres. “On laboure le terrain encore vierge, explique Jean Jamet, C'est le premier travail partir duquel les banques pourront établir une clientèle : faire un prêt à un garagiste mauritanien pour qu'il puisse acheter son garage, l'oblige, à un moment ou à un autre, à rentrer dans le circuit bancaire.” Depuis sa création en 1983, la Sidi a développé des partenariats avec des institutions de financement et d'accompagnement de micro et de petites entreprises dans 25 pays dont trois du Bassin méditerranéen (Maroc, Liban, Palestine). Grâce aux mécanismes de crédit, mis en place par ses partenaires locaux, le réseau Sidi a permis l'octroi, en 2001, de plus de 300 000 prêts (d'un montant de 50 à 5 000 €).

► www.sidi.fr

**Fondations et
Mécénat : trouver
la bonne personne
au bon moment**

La fondation, c'est de l'argent privé mis à disposition d'une cause publique (famille, individu, entreprise) dans un but non lucratif. “De l'argent, il y en a, dit Gisèle Martin, directrice de “Fondation.com” (site de référence sur les fondations). Malheureusement, très peu va à la coopération. Mais les choses peuvent évoluer. Il faut savoir à quelles portes frapper.” Les fondations d'origine associative sont les plus intéressantes à démarcher : elles se préoccupent de solidarité internationale ou de relations bilatérales (France-Pologne, France-Amérique). Enfin, il y a le mécénat*. Il ne faut pas hésiter à prospecter les entreprises. Certaines ont la volonté d'en faire mais reculent devant la somme qu'il faut engager pour créer une fondation ; et puis il y a celles qui n'y ont jamais pensé et qui peuvent être sensibles au retour qualitatif en image de marque. Le contact est très différent de celui de l'institutionnel ; il n'y a pas de dossier compliqué à monter. Il faut trouver la bonne personne au bon moment, être sur le terrain, se rendre dans les salons internationaux au Maghreb ou se procurer la liste des entreprises ayant projet de développement.

* Voir les fiches pratiques sur www.fondations.com



**LE FORUM INTERNATIONAL
“TOURISME SOLIDAIRE ET DÉ-
VELOPPEMENT DURABLE”**

En septembre dernier à Marseille, invités par la région Paca, 300 participants en provenance de 70 pays ont échangé leurs expériences et créé de nouveaux réseaux. Pour cela, le forum s'est organisé en différents temps : des ateliers de terrain dans les parcs naturels régionaux pour découvrir la filière française du tourisme rural, un atelier de synthèse à Gap où les participants ont présenté leurs réalisations ou leurs projets et, enfin, le Forum de Marseille où se sont réunis les différents acteurs du tourisme et du développement local. (Voir les objectifs dans la Tribune en p.8)



**L'UNION EUROPÉENNE
VIENT D'ACCEPTER LE PROJET
DE SANTÉ SUD** pour un soutien aux associations sanitaires et sociales du Sud de la Tunisie. L'association aura à accompagner et former pendant trois ans des directeurs, des formateurs, et mettra en réseau six associations partenaires.



**LE CRÉDIT AGRICOLE ALPES
PROVENCE S'ASSOCIE À LA
SEMAINE DE L'ÉPARGNE SOLI-
DAIRE** organisée en région du 21 au 28 novembre prochains. À cette occasion, ses agences mettront en avant deux Fonds communs de partage du groupe CA : Pacte solidarité logement et Pacte vert Tiers Monde.
samy.nakache@ca-alpesprovence.fr



À la **CONVENTION RÉGIONALE SUR LE PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN**, début novembre à Marseille, le Secrétaire d'État aux affaires étrangères a mis l'accent sur la dimension financière du partenariat, le dialogue des cultures, et le renforcement des liens entre les parlementaires des deux rives de la Méditerranée.

Bon démarrage pour le Réseau des agences de promotion des investissements (Anima)

Ce réseau, financé par Meda, a tenu sa deuxième conférence du 22 au 24 octobre à Marseille afin de faire le point des résultats obtenus durant la première phase du projet. Les participants ont relevé le remarquable esprit de coopération existant entre les représentants de tous les partenaires méditerranéens, ainsi que l'excellent travail réalisé en matière de mise en réseau, notamment le site Internet et la lettre d'information. La première phase d'Anima a comporté des actions de renforcement des moyens matériels, des conférences, un voyage d'étude et des rencontres d'entreprises. Anima fait partie du Programme régional de coopération industrielle.

Aqualux (Saint-Rémy de Provence) signe des contrats en Tunisie

Le groupe TGP, dont la principale société est Aqualux international, spécialisé dans la conception et la production de matériel de piscines privées et publiques et dans le traitement de l'eau a réalisé les premières piscines publiques de la reconstruction de l'Algérie et pilote de nombreux projets en Tunisie. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 48,9 M€ en 2001. Le groupe de Francis Guillot, est en train d'équiper pour le Sinbad hôtel, un gigantesque complexe de Beyrouth, un ensemble de 17 piscines.

Le groupe Catering international service (Marseille) se développe en Algérie

L'hôtelier de l'extrême a réalisé plus de 3% de son chiffres d'affaires en 2002 en Algérie. Spécialisé dans les services de restauration, d'hôtellerie et de management destiné à une clientèle pétrolière, minière d'ingénierie et de BTP exerçant leurs activités en milieux extrêmes ou dans les pays émergents. Son implantation algérienne à Hassi Messaoud, est présidée par Francisco Faria. Le groupe, dirigé par Régis Arnoux, emploie 3000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 58,4 M€ en 2002.

Une filière équitable pour l'huile d'olive

A l'initiative du Collectif Palestine 04, L'Equitable Café a rencontré une délégation d'agriculteurs de Palestine pour commercialiser les 30 000 litres d'huile d'olive qu'ils ont beaucoup de mal à écouler. Cette rencontre a abouti à la mise en place par Andines, d'une filière équitable. Le préfinancement de la commande étant nécessaire l'Equitable Café a lancé un appel pour une commande groupée à Marseille. L'échéance était courte, mais en trois jours 2000 bouteilles étaient commandées par des associations et des particuliers. Devant cette réussite, l'équipe de l'Equitable Café a décidé de reproduire l'opération en décembre ou janvier.

► Tél. 04 91 480 662. Courriel: samiroodoo@yahoo.fr

L'université d'automne du Centre des jeunes dirigeants et des acteurs de l'économie sociale

Comme chaque année, les 6 et 7 novembre, le CJDES a organisé à Arles une université de réflexion. L'économie sociale prétend proposer d'autres façons de travailler comme salarié, comme créateur d'entreprise, d'agir aussi comme consommateur, partenaire... elle met en avant des principes : démocratie, juste répartition des excédents, durabilité, responsabilité sociale et civique... L'université est une occasion de tester, analyser, discuter, voire améliorer, cet ensemble original qu'elle constitue face à des attentes nouvelles.

► Courriel : cjdes@wanadoo.fr

Pourquoi investir sur la Méditerranée ? Quelles répercussions pour Marseille ?

Sur ce thème, la Jeune chambre économique de Marseille a organisé un débat, dans le cadre de son cinquantième anniversaire, le jeudi 13 novembre. Avec Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Compass Group, l'Agence française pour les Investissements internationaux (AFII), l'Agence française pour le développement – délégation du groupe AFD à Marseille, l'Association régionale pour le développement de la coopération industrielle internationale (Adec) et Marseille innovation.

► Courriel : jcemarseille@wanadoo.fr

► Le ministre délégué au Commerce extérieur, François Loos vient d'annoncer, à l'occasion de la convention régionale sur le partenariat euroméditerranéen, l'implantation, à Marseille, de **LA NOUVELLE AGENCE FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DES ENTREPRISES, UBIFRANCE.**

► **RECTIFICATIF** : la société Cofrapex International n'a aucun lien juridique avec la société Aldis Sud-Est. Elle n'a ni de lien ni de filiation ni d'affiliation avec cette société qui est simplement un fournisseur avec qui elle entretient de bonnes relations commerciales.

► Environnement : **LE GROUPE VAROIS PIZZORNO** (Draguignan) qui a créé une filiale la Segemada pour des collectes à Rabat et Mekhnes a également participé dernièrement à une mission en Tunisie avec des entreprises régionales.

► **FAÇONNABLE** (Nice) vient d'ouvrir deux boutiques à Beyrouth et à Istanbul. Le groupe spécialisé dans le prêt à porter masculin et le sportswear doit aussi ouvrir une deuxième boutique dans la capitale ibérique d'ici la fin de l'année.

► **LE SÉMINAIRE "OLÉICULTURE" DU PROJET SAVOIRS** en Andalousie du 28 nov au 1^{er} décembre verra la participation au titre du partenariat construit par I.D. Méditerranée : l'Afidol (Association française interprofessionnelle de l'Olive), le CRI Paca, Pélégie (institutions de l'agriculture professionnelles et de la formation).
idmediterranee@free.fr

► Le premier prêt accordé par la **BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)** en faveur du secteur privé en Syrie – 40 M€ – a été signé le 10 septembre

**Mare Nostrum,
passé et présent
pour le futur :**
1^{ère} Biennale
de la Méditerranée

À Marseille, du 13 au 15 novembre, elle s'articulait autour de tables rondes, expositions, et projections de films avec des débats animés par des experts des activités liées à la mer, des scientifiques, des universitaires, des chefs d'entreprises, et responsables d'associations. Elle avait pour cadre l'INPP (Institut national de plongée professionnelle), l'hôtel de Région et l'université de la Méditerranée (Palais du Pharo). Cette rencontre se tiendra alternativement à Naples et Marseille, puis Barcelone et bientôt Tanger et Tunis, réalisant ainsi une vitrine de Marseille-Provence dans les capitales portuaires du Bassin méditerranéen. La CCI Marseille-Provence a soutenu cette manifestation.

► bernadette.fredenucci@marseille-provence.cci.fr

**Marseille-Alger,
au miroir des
mémoires jusqu'au
15 mars 2004**

L'exposition "Parlez moi d'Alger" au Fort Saint-Jean, Tour du Roi René, est organisée par la Réunion des musées nationaux et le musée national des Arts et traditions populaires, en préfiguration du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. Elle prend place dans le cadre de "Djazaïr, une année de l'Algérie en France" et retrace l'histoire de sept siècles de relations entre la rive sud et la rive nord de la Méditerranée en prenant comme fil conducteur les similitudes et les dissemblances entre deux villes-phares Marseille et Alger.

► www.musee-europemediterranee.org

**Les 1^{ères} Rencontres
Jeunes & Sociétés
en Europe
et autour de
la Méditerranée**

Les 1^{ères} rencontres Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée, fin octobre à Marseille, s'adressaient à des chercheurs des disciplines des sciences sociales et des spécialistes et praticiens des "politiques de jeunesse". Organisées conjointement par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), l'Institut d'économie publique et le Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, elles bénéficiaient du soutien de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep). Ces rencontres ont vocation à éclairer les rapports qu'entretiennent les jeunes avec les sociétés dans lesquelles ils vivent et permettre de tisser des liens entre les participants et de constituer un réseau de recherche international.

► <http://jeunes-et-societes.cereq.fr/>

**Deux nouveaux
ouvrages sur l'art
islamique dans
les régions
méditerranéennes**

Ils ont été publiés récemment dans la série "Musée sans frontières" dans le cadre du projet du même nom, financé par Meda. "Pèlerinage, sciences et soufisme – L'art islamique en Cisjordanie et à Gaza" et "L'Art arabo-normand – la culture islamique dans la Sicile médiévale" ont été publiés en français par Edisud à Aix-en-Provence. Le projet "Musée sans frontières", qui fait partie du Programme régional Euromed Héritage, a été à l'origine de sept autres livres, dont la plupart sont également les catalogues d'expositions sur le terrain organisées dans le cadre du projet.

► www.museumwnf.org

**Séminaires
Euromed
d'information
et de formation**

Les quatorze séminaires d'information et de formation pour diplomates euroméditerranéens, financés par Meda et organisés entre 1996 et avril 2003 à Malte ont été consignés dans un livre, qui a été présenté lors de la 15^e édition des séminaires, qui a eu lieu du 24 au 27 octobre, également à Malte. Ce livre a été réalisé par l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques de l'Université de Malte, sous le titre de "Séminaires Euromed d'information et de formation".

► www.euromed-seminars.org.mt

**La RAI
(Infos régionales)
annonce
l'ouverture de la
nouvelle Agence
de la Méditerranée**

Cette agence devra coordonner les activités de RAI Med, la chaîne satellitaire qui transmet en Italien et en Arabe, et le magazine Mediterraneo, programme co-produit par la RAI, France 3 et la TVE (télévision publique espagnole), qui, depuis dix ans chaque samedi, constitue un moyen de dialogue entre les deux rives de la Méditerranée. L'agence réalisera aussi une série de reportages pour toutes les rédactions régionales et des programmes censés faciliter le rapprochement des cultures et des économies des pays autour de la Méditerranée.

► **LES RENCONTRES D'AVERROES FETENT LEUR DIXIEME ANNIVERSAIRE.** A cette occasion, Thierry Fabre avait choisi le thème "Le colonialisme et le post colonialisme". Ces rencontres, temps incontournable de la réflexion sur la Méditerranée des deux rives, sont devenues un événement global avec retransmission sur France Culture, édition de livre, organisation de concerts et expositions. Elles auront réuni environ 5000 personnes.
www.rencontresaverroes.net

► **"UN REVE ALGÉRIEN" DE JEAN-PIERRE LLEDO, SORT EN FRANCE LE 26 NOVEMBRE.** J.P Lledo propose à Henri Alleg de retrouver ce rêve d'une Algérie multiethnique qui l'a fait grandir. Ils retournent sur une histoire occultée des deux côtés de la Méditerranée.
06 09 41 89 08

► **DANS LE CADRE DE L'ANNÉE DE L'ALGÉRIE EN FRANCE** et en partenariat avec le Cercle culturel méditerranéen, l'IMF organise des conférences et animations. La dernière sera le mardi 2 décembre à 14 h au 13 rue Chape à Marseille (4^e) avec Isabelle Werenfels sur "Le renouvellement des élites en Algérie".

► La Cimade organise, le 27 novembre à 18h à l'Espace Ecureuil, débat **"NOUS SOMMES TOUS IMMIGRÉS"** avec Jacques Stewart, pst de la Cimade, Thierry Fabre, des Rencontres d'Averroès, Jean Kéhayon, écrivain, Jean-Pierre Cavalieri, de la Cimade.
marseille@cimade.org.

► Deux films de la 3^e série des **"CHRONIQUES MÉDITERRANÉENNES"** ont été diffusés au cours du dernier festival d'Ismailia dans la section Panorama. Il s'agit de "La fille de la campagne", de Khaled Khahaleh (Jordanie) et de "Salima" de Mohamed Aiche (Algérie)

Partenariat Aix-Baalbeck dans le cadre du Réseau des villes historiques et archéologiques

Suite à la convention¹ de coopération décentralisée entre la ville de Baalbek, le RVHA² et la ville d'Aix-en-Provence, cette dernière a accueilli fin octobre, le représentant du Ministère des Affaires étrangères, les maires et conseillers municipaux des six villes libanaises, membres du réseau, des élus et représentants de villes européennes et Cités unies France. Cette rencontre a permis la mise en commun et le débat autour de la concrétisation d'une coopération euro-méditerranéenne et un travail en réseau sur des enjeux communs (sauvegarde du patrimoine et du tourisme). Un rendez-vous est prévu à Orvieto pour acter les positions officielles des municipalités qui devront être arrêtées d'ici février 2004.

1) Signée par le maire de Baalbek, président du RVHA et Bruno Genzana, adjoint délégué de la ville d'Aix.

2) Réseau des villes historiques et archéologiques créé en 2001 dans le cadre de la Fédération mondiale des Cités unies, des villes libanaises, jordaniennes et Syriennes.

► www.mairie-aixenprovence.fr/v2/rubrique.php3?id_rubrique=244

Marseille et Beyrouth échantent leurs expériences

Le maire de Marseille, s'est rendu au Liban fin septembre accompagné par l'adjointe déléguée au tourisme, congrès et relations avec les Institutions européennes et député européenne. Ce voyage s'inscrivait dans un programme de développement urbain destiné à Beyrouth en partenariat avec Marseille dans le cadre d'un projet de coopération décentralisée. Il visait à réaliser l'aménagement de 5 sites urbains en limite de l'hyper-centre encore marqués pour certains par les stigmates de la guerre et à organiser la mise en place d'un programme d'échanges d'expériences sur l'aménagement urbain entre les deux collectivités.

Les propositions de la Commission européenne pour Naples

Dans la perspective de la prochaine réunion des ministres euroméditerranéens des affaires étrangères prévue pour les 2 et 3 décembre à Naples en Italie, la Commission européenne a proposé le 15 octobre : la création de la Fondation euroméditerranéenne pour le dialogue des cultures, d'une assemblée parlementaire euroméditerranéenne et d'une filiale à part entière de la Banque européenne d'investissement (BEI), sur la base de l'actuelle Facilité euroméditerranéenne d'investissement et de partenariat (Femip). La Commission a également proposé un train de mesures destinées à parfaire l'espace euroméditerranéen de libre-échange, ainsi qu'une approche de la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation fondée sur la coopération. Enfin elle préconise de regrouper les opérations de la BEI au sud de la Méditerranée au sein d'une filiale majoritaire chargée d'une mission spécifique de promotion de l'investissement et du développement du secteur privé dans la région. Cette recommandation est le résultat d'une analyse d'impact approfondie relative à la Femip, effectuée un an après la création de celle-ci.

► www.europa.eu.int/news/

"Ce serait une grave erreur que de négliger la Méditerranée..."

Extraits du discours de Romano Prodi, président de la Commission européenne, Alexandrie, 13 octobre 2003. : "[...] *Ce serait une grave erreur que de négliger la Méditerranée, berceau de la civilisation européenne, dans la construction d'une nouvelle Europe. Nous devons donc établir un partenariat euroméditerranéen fort, fondé sur un rapport d'égalité dans les domaines du commerce, de l'investissement et des échanges éducatifs, ainsi que dans le dialogue culturel et politique. Cela suppose également la reconnaissance, dans toute la Méditerranée, des valeurs et des principes sur lesquels repose en particulier l'intégration européenne et pour commencer les droits humains et la place des femmes dans la société en général, les médias et la société civile. Soucieux d'aborder cette problématique, j'ai créé le Groupe consultatif de haut niveau sur le dialogue entre peuples et cultures. [...] La future fondation euroméditerranéenne pour le dialogue interculturel sera un instrument essentiel d'un dialogue actif et opérationnel.*"



10^e RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM MÉDITERRANÉEN. Sous présidence turque à Antalya les 9 et 10 octobre, la ministre déléguée a rappelé les ambitions de la France pour la rénovation du partenariat entre l'Union européenne et les pays du sud de la méditerranée, dans la perspective de la réunion euroméditerranéenne (processus de Barcelone) qui se tiendra à Naples ; marqué le souhait de la France d'un renforcement du dialogue politique et de sécurité entre l'UE et la Méditerranée ; plaidé pour l'institution d'une assemblée interparlementaire, qui renforcerait la représentativité politique du processus de Barcelone et sa légitimité démocratique ; souhaité que soit favorisé le développement des coopérations sub-régionales, en commençant avec les pays du Maghreb ; rappelé la proposition de la France de créer un Comité de personnalités de haut niveau pour réfléchir à l'avenir du partenariat euroméditerranéen. La France prendra à son tour la présidence de ce Forum et accueillera la prochaine réunion ministérielle en 2004.



La Commission des Affaires étrangères du Parlement européen vient d'approuver un rapport, établi de sa propre initiative, sur la politique de **"NOUVEAU VOISINAGE DE L'EUROPE ÉLARGIE"** proposée par la Commission européenne. www.europarl.eu.int/new



Pendant sa visite d'État au Maroc, le Président de la République Française a confirmé que **LA FRANCE SERAIT PARTIE PRENANTE DANS MEDI1SAT**, une nouvelle chaîne de télévision en partenariat franco-marocain qui serait le prolongement de la radio Tangéroise Médi1. Médi1sat devrait émettre en français et en arabe, une place importante serait donnée à l'information, mais surtout elle donnerait la priorité aux évolutions des sociétés maghrébines.

Femmes et développement durable en Méditerranée

Deux représentantes du Centre méditerranéen de l'environnement se sont rendues en Tunisie pour rencontrer les partenaires tunisiennes du projet Femmes et développement durable en Méditerranée* : les associations AFDD (Action féminine pour le développement durable) et FDD-LCD (Femmes pour le développement durable et la lutte contre la désertification) pour faire le point de l'avancement des projets. Il s'agissait aussi de rencontrer les groupes cible de ces deux associations : les femmes défavorisées de la banlieue sud de Tunis, dont certaines sont fouilleuses de déchets sur une décharge, et des femmes vivant dans des conditions très difficiles dans le désert du sud tunisien. Ce voyage a permis aussi, en vue d'une éventuelle collaboration, des rencontres avec d'autres organismes œuvrant pour l'amélioration de la condition de la femme en Tunisie (Credif, ministère de la Femme et de la famille, Institut français de coopération de Tunis...).

* Soutenu par la Région Paca et le ministère des Affaires étrangères.

►► Pascale Reder : 04 90 27 08 61

Les Rencontres méditerranéennes d'affaires TIC & Multimédia e-3M Maroc'2004

Organisées par Marseille Innovation et le Casablanca Technopark les 22 et 23 janvier 2004 au Casablanca Technopark, elles doivent favoriser les échanges et le développement de partenariats entre PME, start-up, universitaires et institutionnels ; et mettre en réseau les pôles méditerranéens de production de contenu. Par ailleurs, Marseille Innovation et ses partenaires méditerranéens lancent une lettre d'information bimestrielle par voie électronique la "Lettre des pôles méditerranéens de production des contenus". Elle devrait initier un flux d'affaires entre les organismes et les entreprises du pourtour méditerranéen.

►► www.marseille-innov.org/e-3M/

Télécoms & internet : potentiels, enjeux et opportunités au Maghreb et au Moyen Orient

Une conférence sur ce thème inaugurera le salon Net Expo 2003 à Marseille, Parc des Expositions, le jeudi 4 décembre de 11h à 12h30. Ce salon est ouvert aux pays du Maghreb (Maroc, Tunisie, Liban...) et accueillera cette année l'Algérie comme pays invité d'honneur. La conférence envisagera : les opportunités de développement au Maghreb et au Moyen Orient dans le secteur des télécoms, des infrastructures réseaux et d'Internet ; les marchés où les technologies et services français se doivent de jouer un rôle de premier plan.

►► www.salon-netexpo.com

L'avenir se conjugue au temps des femmes

Pour la sixième année consécutive, la Mairie du 7^e secteur à Marseille a co-organisé début octobre, avec le Forum femmes Méditerranée-réseau Unesco et de nombreuses associations une fête sur le thème "Temps des femmes, temps des villes, conciliation, vie familiale, vie professionnelle". Elle fait suite au travail initié l'an dernier par l'enquête locale qui a démontré les inégalités hommes-femmes dans la répartition des temps de travail, conséquences et causes d'inégalités sociales et professionnelles. Ce travail sera présenté au V^e congrès international des femmes de la Méditerranée.

Maîtrise de l'énergie dans le logement social au Nord Maroc

Le Geres, Groupe énergies renouvelables et environnement, engage une action de recherche et développement en matière de maîtrise de l'énergie dans le logement social au Nord Maroc. Malgré des dépenses élevées pour l'énergie, aucune action n'est entreprise lors de la conception pour intégrer des chauffe-eau solaires ou ultérieurement pour sensibiliser les usagers dans leur choix d'équipement. Cette action, débutée en 2003, est menée en partenariat avec Ecodel, association marocaine de développement (Larache, Nord Maroc) et reçoit le soutien technique au Maroc du CDER (Centre de développement des énergies renouvelables). Le Conseil régional Paca et l'Ademe soutiennent financièrement ce programme.

►► <http://geres.free.fr/fr/pays/maroc.php>

►► La Ligue des droits de l'Homme et le MRAP ont décidé de l'ouverture de LA MAISON MÉDITERRANÉENNE DES DROITS DE L'HOMME A MARSEILLE au 34, cours Julien. Objectif : Accueillir, conseiller les victimes de discriminations raciales, sexistes... Créer un observatoire des discriminations ; élaborer des modules de formation pluridisciplinaires (historique, juridique, psychologique) sur les discriminations raciales ; ouvrir un lieu pour des conférences/débats, des expositions mensuelles, un fonds documentaire associatif, un poste internet avec guide thématique ; mettre en réseau informations et actions des associations et collectifs existants ; proposer des outils pédagogiques éducatifs et des modules d'intervention en milieu scolaire... mmdh@wanadoo.fr

►► **AU 1^{ER} SOMMET MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**, le 28 novembre à Paris un débat aura lieu entre 10h15 et 12h sur "Eau et Méditerranée". www.equitable-forum.org

►► Un séminaire de la Banque européenne d'investissement (BEI) avec des ONG, méditerranéennes pour la plupart, vient de se tenir à Marseille. Les débats portaient sur **L'ÉQUILIBRE ENTRE ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT** ainsi que la gestion de l'eau et des déchets en Méditerranée. Discours disponibles sur le site : www.eib.org/news/

►► François Guerquin est nommé directeur **DES AFFAIRES INTERNATIONALES DU GROUPE DES EAUX DE MARSEILLE**, après avoir été détaché durant 3 ans au Conseil mondial de l'eau pour préparer le Forum mondial de l'eau. François Coulanges est nommé directeur des activités du groupe au Maroc, à Rabat et à Casablanca à la tête de la société "Eaux de Marseille Maroc".

Le Forum international sur le tourisme solidaire et le développement durable* a été un temps de réflexion et un espace d'alternatives pour un tourisme plus respectueux de son environnement et des populations locales.

Le tourisme : la pire ou la meilleure des choses

Notre histoire ici est faite, depuis l'origine, d'immigrations. C'est bien ces hommes et ces femmes venus parfois de très loin, qui depuis des siècles, ont fait de notre région ce qu'elle est aujourd'hui. Je n'oublie pas non plus que si nous sommes un pays riche par le travail et le génie de notre peuple, nous le sommes par l'exploitation que nous avons fait de richesses appartenant à d'autres peuples. Aussi, je pense que nous avons une responsabilité particulière à inventer et développer la conception d'autres rapports au plan mondial. Les droits au développement durable, à la valorisation de ses propres cultures, l'indépendance de décision, la paix et des coopérations volontaires sur pied d'égalité, doivent être assurés à tous les habitants de la Terre. Par exemple, la convention avec Tanger-Tétouan parle d'échange de savoir-faire, non pas d'exportation des savoir-faire français. Le tourisme est avant tout une activité humaine qui nécessite, pour son développement harmonieux : paix, protection de l'environnement, et compréhension de l'autre. Mais, selon son mode de

développement, il peut être la pire comme la meilleure des choses. Il est la pire, chaque fois que la popula-

Par Mireille Pernot

Présidente de la Commission tourisme à la Région Paca

tion d'un pays est écartée de la maîtrise de son essor, et du profit qui en est dégagé. Cela va de l'exploitation économique par des capitaux étrangers, à l'exploitation sexuelle. Il est la pire des choses, aussi, quand il se transforme en mono-industrie, ou quand il consiste uniquement en l'accueil de clientèles étrangères, venant dans un pays comme à un parc d'attractions, et que la population résidente est écartée de ce que nous appelons le "droit aux vacances". Le tourisme est par contre la meilleure des choses,

quand il est ce temps où l'on sort de son cadre habituel pour se rendre disponible à l'autre, partir à sa découverte, et l'apprécier pour ce qu'il est, non pour la représentation que l'on peut s'en faire.

Un "RÉSEAU INTERNATIONAL PERMANENT DU TOURISME SOLIDAIRE", est en cours de constitution. Le souci de ses concepteurs est de constituer un réseau original, réellement opérationnel, avec l'ensemble des organismes intéressés autour du concept de "tourisme solidaire". Dans cette première phase, le Groupe recherche et d'échange technologique (Gret) fait un travail d'expertise, et l'Union nationale des associations de tourisme (Unat) celui de relais de terrain. Lorsque ce réseau sera effectif, je proposerai au président que le conseil régional Paca y adhère.

Il y a plus d'un siècle, Victor Hugo disait : "Construisez des écoles, vous fermerez des prisons". Je me permettrai modestement de la paraphraser : "Voyagez pour vraiment rencontrer, et vous rangerez vos armes !".

* Organisé à Marseille par la Région Paca en septembre dernier. Voir p.7.

26 NOVEMBRE. "Un Rêve Algérien" de Jean-Pierre Lledo, sort en France.

27 ET 28 NOVEMBRE. Conférence sur l'impact du processus d'intégration euro-méditerranéen sur le secteur des services financiers dans la Méditerranée à La Valette et à Malte. info@medbank-net.com. www.savings-banks.com

Du 28 NOV AU 1^{ER} DÉCEMBRE. Séminaire "oléiculture" du projet Savoires en Andalousie. Voir p.3

2 DÉCEMBRE. Au Cercle culturel méditerranéen, conférence avec Isabelle Werenfels sur "Le renouvellement des élites en Algérie". Voir p.5

LES 2 ET 3 DÉCEMBRE. Sommet euroméditerranéen à Naples. Voir p.5

4 DÉCEMBRE. "Télécoms & internet : potentiels, enjeux et opportunités au Maghreb et au Moyen Orient " conférence inaugurale du salon Net Expo 2003 à Marseille, Parc des Expositions. Voir p.6

LES 5 ET 6 DÉCEMBRE. Premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Dialogue 5+5 à Tunis. Voir p.1

LES 22 ET 23 JANVIER 2004. Rencontres méditerranéennes d'affaires TIC & Multimédia e-3M au Casablanca Technopark. Voir p.6

medcoop.com
abonnement

OUI, je m'abonne à medcoop.com pour 6 numéros par an au prix de 20 € TTC.

OUI, je soutiens medcoop.com pour 6 numéros par an au prix de 80 € TTC.

Nom Prénom Signature

Société, association

Profession

Adresse

Code postal..... Ville

Tél. Fax

Medcoop - BP 77 - 13192 Marseille Cedex 20 - Tél. 04 9105 9892